

CHANTIERS

Direction régionale des affaires culturelles du Languedoc-Roussillon • Pôle architecture et patrimoines

Ministère de la **Culture** et de la **Communication**



PRÉFET
DE LA RÉGION
LANGUEDOC-
ROUSSILLON

ARCHÉOLOGIE • ETHNOLOGIE • MONUMENTS HISTORIQUES • MUSÉES • ARCHITECTURE • LIVRES
VILLES ET PAYS D'ART ET D'HISTOIRE • ARCHIVES • FILMS • ACTION CULTURELLE DU PATRIMOINE

4

EDITO

Des grottes aux clochers de nos églises, la 29^e édition des Journées européennes du Patrimoine est une invitation à la découverte de notre patrimoine et de ses trésors cachés.

Le temps d'un week-end, plus de 12 millions de visiteurs se retrouvent pour visiter des lieux dont certains sont habituellement fermés au public. La mobilisation de tous les acteurs du patrimoine, de tous les passionnés qui oeuvrent jour après jour à sa conservation et sa mise en valeur est au cœur de la réussite de ces deux journées exceptionnelles.

Cette année, la Direction régionale des affaires culturelles vous donne rendez-vous à la cathédrale de Montpellier où sera projeté en avant-première le film en cours de réalisation sur la restauration du baldaquin. Des professionnels de la conservation et de la restauration vous y attendront et vous feront découvrir techniques et savoir-faire.

Que ces deux journées soient une nouvelle occasion de rencontres et d'échanges autour d'une passion commune : le patrimoine.

Didier Deschamps
Directeur régional des affaires culturelles

Photo de couverture :

Moulage de la Vénus d'Arles (Atelier du Louvre, 1890), copie romaine de l'Aphrodite de Praxitèle en marbre, v. 360 av. J.-C. - Paris, musée du Louvre. Trouvée en 1651 au théâtre d'Arles.

© Jérôme Rizzo, service Communication, Université Montpellier III

N° 4- Septembre 2012

CHANTIERS

RECHERCHER / ÉTUDIER

Recherches sur Nîmes gallo-romaine 3

PROTÉGER / RESTAURER

La maison au plafond peint de Puisserguier 4

Redécouverte de deux tableaux de Gamelin dans l'église de Puisserguier 6

La chaise à porteurs du château de Marsillargues 7

La cathédrale de Mende : commanditaires et bâtisseurs 8

Rencontres internationales sur les paysages culturels de l'agropastoralisme 9

Faculté de médecine de Montpellier, les collections anatomiques 10

Label maison des Illustres 2012 11

À LIRE / À VOIR

Femmes d'Etang. Paroles et portraits de femmes du bassin de Thau 12

Charpentier de marine. Un métier, un art, une vie 13

PARTAGER / TRANSMETTRE

Le GARAE-Ethnopôle 14

Edition 2012 des Portes du Temps 16

Urbiscopie : un projet et un réseau en construction 17

GROS PLAN SUR...

Souvenirs cachés de la fin de l'époque révolutionnaire 18

DOSSIER : « PATRIMOINE CACHÉ »

Les patrimoines cachés de l'université Paul Valéry Montpellier 3 22

La grotte Chabot, doyenne des grottes ornées préhistoriques 24

Les mines, témoignages du génie de l'homme 26

L'armoire aux reliquaires du retable des Saintes-Eulalie-et-Julie, cathédrale de Perpignan 28

Les pavillons de jardins à Mende 29

Les plafonds cachés du château de Malves-en-Minervois 30

DE LA VILLE ANTIQUE À LA VILLE NOUVELLE

RECHERCHES SUR NÎMES GALLO-ROMAINE

L'archéologie nîmoise semble naturellement destinée à s'épanouir à l'ombre de la Maison Carrée et des Arènes, avec de somptueuses mosaïques polychromes que livrent parfois les chantiers de fouilles urbains. Pourtant, depuis une vingtaine d'années, la Direction régionale des affaires culturelles, par l'action du service régional de l'archéologie, porte son attention sur le sud de l'agglomération où naissent des quartiers de la ville nouvelle. Ce sont les chercheurs de l'Institut national de recherches archéologiques préventives (INRAP) qui ont en charge la mise au jour et l'étude d'un patrimoine jusque-là caché dans les riches terres limoneuses de la plaine du Vistre, utilisées par l'agriculture depuis le Néolithique. C'est cependant à l'époque romaine, alors que la ville couvre plus de deux cents hectares, que cette proche campagne est fortement investie pour nourrir la population urbaine et favoriser des productions spéculatives. Chemins ruraux, fossés de parcelle, plantations de vignes, espaces boisés et lieux de sépultures sont les principaux traits du paysage agraire des premiers siècles de notre ère, que l'on peut restituer à partir de sondages et de fouilles sur plus de quatre cents hectares. Ce territoire est exploité à partir d'un maillage de fermes, dont les vestiges apparaissent régulièrement au gré des chantiers. Une villa monumentale du III^e siècle a pu être fouillée en 1993 à l'emplacement d'un projet de clinique privée et les résultats de cette étude vont être très prochainement publiés. Cet ensemble couvrant une superficie d'environ un hectare est un témoignage supplémentaire de la richesse des élites gallo-romaines. Le futur musée de la romanité permettra d'offrir au public un regard sur cet espace périurbain déterminant pour l'économie de la ville antique et qui connaît aujourd'hui une irrémédiable mutation.

Christophe Pellecuer, conservateur en chef du patrimoine, SRA, DRAC LR

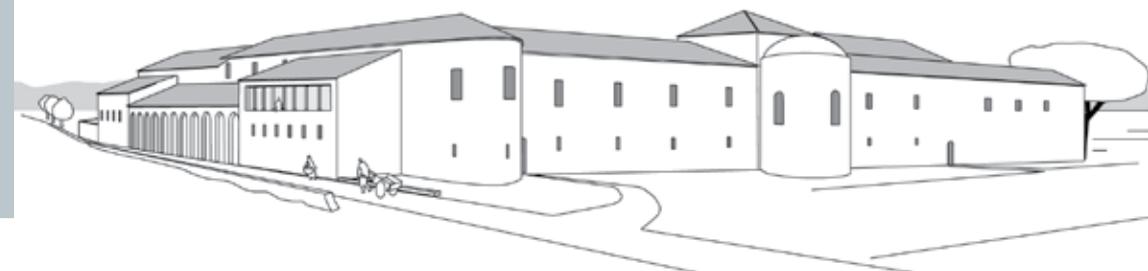
Fouille d'un site gallo-romain dans un nouveau quartier de Nîmes.

© Christophe Pellecuer, DRAC LR



La villa de Saint-André de Codols au III^e siècle après J.-C.

© Robert Thernot, INRAP



LA MAISON AU PLAFOND PEINT DE PUISSEGUIER



Blason.

© Yvon Comte, CRMH, DRAC LR

De riches décors médiévaux des murs et plafonds ont parfois subsisté, bien que souvent cachés à partir du XVII^e siècle. On redécouvre aujourd'hui, particulièrement en Languedoc-Roussillon, leur intérêt (cf. restauration de l'hôtel de Brignac à Montagnac). Habituellement, ils couvrent une salle d'apparat, espace à la fois privé et public, où le commanditaire met en scène les valeurs qu'il souhaite montrer. Si certaines scènes sont l'œuvre de peintres modestes, d'autres sont dues à de talentueux maîtres anonymes. L'un de ces plafonds vient d'être découvert à Puisserguier dans un immeuble voué à la destruction. Il est de type «à la française», avec les poutres de mur à mur, supportant des solives perpendiculaires séparées par des « closoirs » (planchettes) portant des scènes peintes. Malgré des infiltrations d'eau, trois poutres au moins actuellement dégagées ont gardé leur décor, avec une dizaine de closoirs par face. Les listels des baguettes et couvre-joints sont d'une certaine finesse bien que moins raffinés que chez l'archevêque de Narbonne à Capestang. Le décor d'entrelacs de feuilles et de fleurs sur fond rouge est différent d'une poutre à l'autre. A l'extrémité de celles-ci, les engoulants, ces Léviathans au dessin parfois très maladroits, ont un fort pouvoir expressif. Les closoirs sont d'une bonne facture. On y devine des thèmes variés : une femme qui reçoit de l'argent (ou se regarde dans un miroir ?) évoque les prostituées de Lagrasse ou de Carcassonne, mais dans un graphisme plus délié. Ici émergent des mains, là une queue d'animal. Des visages se perçoivent, notamment une tête de femme et un soldat vu de trois-quart arrière. Le rendu de l'armure et du « chapel de fer » et l'expression du visage en font une œuvre à l'égal des portraits du château de Pomas, à peu près contemporain. Le plafond comporte à la fois des marques de marchands et des blasons, révélant un notable mélange des élites. La poutre centrale porte trois blasons lisibles, dont celui d'Anne de Bretagne et du roi de France, permettant de dater l'œuvre autour de 1500. Ce plafond de structure classique, moins vaste que celui de Capestang, est un peu plus récent ; pas de caisson ici, pas plus qu'à Narbonne, Pomas ou Carcassonne, à la différence de ce qui se pratique depuis plusieurs décennies déjà dans la région de Montpellier. Il témoigne d'une nouvelle manière de peindre. C'est l'émergence de l'art du portrait : les visages stéréotypés du « maître de Capestang » ont laissé place



ici à l'expressivité des traits. Il faut le situer dans l'ensemble bâti auquel il appartient : la présence de deux escaliers en vis appelle l'existence de deux hôtels jouxtant l'église, révélant une forte activité constructrice, comme dans tout le pays de Capestang. L'étude de l'inventaire après décès de Nicolas de Malbois indique que cet ensemble comportait deux propriétés avec deux escaliers. L'une et l'autre avaient appartenu à la fin du XV^e siècle à Jean Johannis (ou Jean de Jean), viguier de Puisserguier. Pourquoi ce dernier édifie-t-il ces demeures jumelles (désir de donner à deux enfants un patrimoine voisin mais indépendant ?). Sa fille, Guillemette, épouse le narbonnais Barthélémy de Chavardès. Les fonctions et les alliances de Jean de Jean le placent dans une élite sociale complexe, entre gens de robe, officiers seigneuriaux et petite noblesse urbaine que l'on peut comparer au même contexte que celui dans lequel évoluent au même moment le grand marchand narbonnais Jehan Dymes, ou à Carcassonne la famille Belissen.

Résumé (Yvon Comte, chargé d'études documentaires, CRMH, DRAC LR) d'après Monique Bourin, association internationale de recherches sur les charpentés et plafonds peints médiévaux.



Soldat et tête de femme.

© Yvon Comte, CRMH, DRAC LR

Protection en urgence (CRPS 24/00/2011) par inscription de l'ensemble de l'immeuble acquis par la commune qui assure la protection physique provisoire de la découverte, en attente d'un projet de sauvegarde et de valorisation. Cette action est à mettre en lien avec la dynamique patrimoniale engagée autour de Capestang et fédérée par l'association internationale de recherches sur les charpentés et plafonds peints médiévaux (cf. *Images oubliées du Moyen-Age*, coll. Duo, DRAC LR, 2011).

REDÉCOUVERTE DE DEUX TABLEAUX DE JACQUES GAMELIN

DANS L'ÉGLISE DE LA CONVERSION DE SAINT PAUL DE PUISSEGUIER



La conversion de Saint Paul sur le chemin de Damas.

© Catherine Scott

Top peu connue, la commune de Puisserguier dans l'Hérault possède un patrimoine caché d'une valeur insoupçonnée : plafond peint médiéval, château seigneurial et œuvres d'art de l'église, protégés au titre des Monuments historiques. Particulièrement attentifs à la conservation et à la transmission de leur patrimoine, les élus de la commune ont engagé depuis plusieurs années un partenariat avec la DRAC, Conservation régionale des Monuments historiques, dans le but de protéger, restaurer et valoriser ce patrimoine.

Ces efforts viennent d'être récompensés par la redécouverte de deux peintures du peintre carcassonnais Jacques Gamelin (1738-1803) qui occupe une place prééminente dans l'histoire de la peinture du XVIII^e siècle. Né à Carcassonne, formé à Toulouse auprès de Jean-Pierre Rivalz, puis à Paris dans l'atelier de Jean-Baptiste Deshayes, il séjourne une dizaine d'années à Rome grâce à son protecteur le baron de Puymaurin où il sera membre de l'Académie de Saint-Luc. S'il est connu pour ses tableaux d'églises et ses peintures d'histoire (il est surnommé « le peintre des Batailles »), il n'en est pas moins célèbre pour son *Recueil d'ostéologie et de myologie* destiné aux artistes et aux scientifiques, publié en 1779. En 1780 il devient directeur de l'Académie de Montpellier où il fonde une école de dessin, puis s'installe à Narbonne à partir de 1783 jusqu'en 1795 où il rejoint Carcassonne.

C'est au cours de la restauration de ces toiles, *La conversion de saint Paul sur le chemin de Damas* et *La guérison de saint Paul par Ananie*, qu'a été révélée la signature du peintre. Ces deux œuvres jusqu'alors méconnues viennent s'ajouter au répertoire des tableaux conservés dans les églises de la région peints par Jacques Gamelin, classés au titre des Monuments historiques et restaurés : citons, pour mémoire, *La prière de Moïse à la bataille de Raphidim* et *La Victoire de Constantin* de la cathédrale Saint-Michel de Carcassonne, *Jésus chassant les marchands du Temple* et *La Pentecôte* de la cathédrale Saint-Jean-Baptiste de Perpignan, ou encore *La Présentation du scapulaire au roi de France* de l'église Saint-Etienne d'Ille-sur-Têt.

CONFÉRENCE-DIAPORAMA SUR LA PEINTURE DE JACQUES GAMELIN

le 5 octobre à 18 h dans l'église
Informations : 04 67 93 74 02

Hélène Palouzié, chargée de mission auprès du CRMH, DRAC LR

RESTAURATION DE LA CHAISE À PORTEURS DU CHÂTEAU DE MARSILLARGUES

La restauration de la chaise à porteurs du château de Marsillargues est le fruit d'une démarche exemplaire de sauvegarde et de restauration initiée et suivie par la DRAC. Au terme d'un effort collectif qui a duré près de 9 ans, les actions conjuguées de tous les partenaires, dont la municipalité et les amis du musée Paul Pastre, ont été récompensées par le prix du concours Arc-Nucléart 2008 décerné à la commune, Art-Nucléart offrant chaque année aux lauréats la restauration d'une œuvre patrimoniale. Le classement de la chaise à porteurs au titre des Monuments historiques le 5 février 2010 est venu couronner sa renaissance.

La chaise à porteurs a été prise en charge au Centre d'Energie Atomique de Grenoble dans les ateliers d'Arc-Nucléart. Elle a bénéficié des techniques de pointe du laboratoire comme la désinsectisation par irradiation sous rayonnement gamma. Sa restauration a nécessité les compétences des meilleurs spécialistes des différents matériaux qui la constituent, bois, polychromie, métal, verre et cuir. Dans le respect de la déontologie de la restauration qui vise à ne pas masquer par une restauration abusive l'histoire de l'œuvre et les effets du temps, les travaux ont été exécutés dans le but d'assurer la conservation de la chaise et sa présentation au public. Grâce à l'aide financière des Monuments historiques et du Conseil général de l'Hérault, la garniture intérieure a été traitée au musée des Tissus à Lyon.

L'ouvrage de la collection Duo réalisé par la DRAC raconte l'histoire de cette chaise à porteurs exceptionnelle, rare modèle de la première moitié du XVIII^e siècle, comparable à celle du musée du Petit Palais à Paris ou encore à celle de la collection du Prince Ernst Auguste de Hanovre. Objet utilitaire conçu comme un objet d'intérieur qui participe à l'ornementation du château et n'en sort que pour de courtes visites, la chaise à porteurs se caractérise par la richesse de son décor. Par un éclairage à la fois historique et technique, les auteurs de l'ouvrage redonnent sa juste place à un objet peu étudié par les historiens de l'art.

Hélène Palouzié, chargée de mission auprès du CRMH, DRAC LR



La chaise à porteurs du château de Marsillargues, début XVIII^e siècle.

© Williams Davies, DRAC LR

POUR EN SAVOIR PLUS

La chaise à porteurs du château de Marsillargues
Collection Duo, éd. DRAC LR
Présentation le 7 septembre à 18h
au château de Marsillargues



LA CATHÉDRALE DE MENDE : COMMANDITAIRES ET BÂTISSEURS

COLLOQUE
du 18 au 20 octobre

1512 - 2012
Mende
500 ans
des clochers



Clocher de la cathédrale.

© William Davies, CRMH, DRAC LR

Ce colloque, dédié à « La cathédrale de Mende, commanditaires et bâtisseurs », est organisé à l'occasion du cinq centième anniversaire des clochers par le Pays d'art et d'histoire Mende & Lot en Gévaudan, en partenariat avec la Direction régionale des affaires culturelles de Languedoc-Roussillon.

En dépit d'une apparente unité formelle, la cathédrale de Mende est le fruit de campagnes de construction qui s'échelonnent du XIV^e au XX^e siècle. L'ambition de commanditaires confrontés à des situations particulières s'y révèle : un chantier neuf sous le pontificat d'Urbain V, l'édification d'une grande tour flamboyante par l'évêque François de La Rovère, la reconstruction de l'édifice au lendemain des guerres de Religion, enfin, la transformation de la façade occidentale, de 1895 à 1906, sous l'impulsion du service des architectes diocésains.

Que retenir du contexte politique et culturel dans lequel ont évolué les maîtres d'ouvrage, prélats, chanoines, consuls de la ville de Mende au Moyen Age et à l'époque moderne ? La circulation des modèles et des maîtres d'œuvre a-t-elle produit un effet notable sur les partis architecturaux ? Le grand clocher occupe-t-il une place spécifique parmi la floraison de tours flamboyantes, érigées dans les années 1500, de l'arc atlantique à la Normandie et à l'Île-de-France ?

A la lumière des travaux qui rassembleront, pour la première fois, autour de ce thème universitaires et conservateurs du patrimoine, la cathédrale de Mende pourrait bien s'extraire du splendide isolement que semblait lui imposer sa position géographique.

CONTACT
PAYS D'ART ET D'HISTOIRE
MENDE & LOT EN GÉVAUDAN

Nelly Lafont
Animatrice de l'architecture
et du patrimoine
Tél. : 04 66 31 27 39

LES CAUSSES ET LES CÉVENNES

L'EXPÉRIENCE D'UNE INSCRIPTION SUR LA LISTE DU PATRIMOINE MONDIAL
ET COOPÉRATION AVEC LES PAYS DU BASSIN MÉDITERRANÉEN

Ce programme, organisé autour de « Patrimoine culturel et développement économique durable : quelle gouvernance et gestion territoriale ? », s'inscrit dans le cadre de la Convention de 1972 du patrimoine mondial. Il propose une approche ancrée sur le rôle de la culture et du patrimoine comme moteur de développement socio-économique à partir d'un cas très particulier, celui de la valorisation des paysages culturels de l'agropastoralisme. Cette problématique concerne aussi bien celle des grands territoires, des pratiques socio-culturelles complexes et anciennes, des enjeux de développement que la modernisation et l'identification de savoir-faire caractéristiques ou les groupes et les populations spécifiques, les traditions, la connaissance du patrimoine, la spécificité et l'attractivité qualitative-quantitative d'un territoire. Le patrimoine reste un point d'entrée pour aborder les questions de bâti et des normes constructives, à la fois pour des équipements, des infrastructures et l'habitat sans oublier la gestion de ressources, d'énergies et de gouvernance liée à la conservation et la préservation d'un bien dont la dimension dépasse la valeur symbolique et récréative d'une ressource ou d'une mono-activité touristique. Au-delà du contenu, l'originalité de cette semaine consiste également en la rencontre sur le terrain avec les acteurs locaux des deux régions (Languedoc-Roussillon et Midi-Pyrénées), des quatre départements (Aveyron, Gard, Hérault et Lozère), des 134 communes du Bien (97 en zone tampon) et des cinq villes portes (Alès, Ganges, Lodève, Mende et Millau).

Cette réunion est organisée par l'Association de valorisation des espaces des Causses et des Cévennes (AVECC), le Centre International des Hautes Études Agronomiques Méditerranéennes-Institut Agronomique Méditerranéen de Montpellier (CIHEAM-IAMM), l'Entente interdépartementale des Causses et des Cévennes, le Centre du patrimoine mondial de l'UNESCO dans le cadre de la Convention France-UNESCO, sous les auspices des Ministères français de l'Écologie, du Développement durable et de l'Énergie, et de la Culture et de la Communication, avec le soutien du Centre régional arabe pour le patrimoine mondial (ARC-WH).

Marie-Noëlle Tournoux, coordinatrice Convention France-UNESCO
Jackie Estimbre, chargée de la valorisation du patrimoine, CRMH, DRAC LR

**SEMAINE DE RENCONTRES
INTERNATIONALES SUR LES
PAYSAGES CULTURELS DE
L'AGRO-PASTORALISME**

du 1^{er} au 5 octobre



Paysage du Causse Méjan
près de Le Veygalier.

© Gérard Collin

Paysage du Causse Méjan
près de Nivoliers.

© Gérard Collin

Paysage du Causse Méjan
près de Nivoliers.

© Gérard Collin

LES COLLECTIONS ANATOMIQUES : DE LA CONNAISSANCE À LA MISE EN VALEUR

**MONTPELLIER
FACULTE DE MEDECINE,
AMPHITHEATRE D'ANATOMIE**

7, 8 et 9 novembre 2012

**CONTACT
FACULTE DE MEDECINE
DE L'UNIVERSITE MONTPELLIER 1**
Françoise Olivier
Service Valorisation
du patrimoine historique
Tél. : 04 34 43 31 95
francoise.olivier@univ-montp1.fr

*Section transversale d'une tête
féminine avec hémisphère
cérébral gauche, cire de
Fontana, Montpellier.*

© Laurence Chicoineau



Dans le cadre des « Rencontres européennes du patrimoine », l'Institut national du patrimoine (INP) et la Faculté de médecine de l'université de Montpellier 1 organisent, en partenariat avec la DRAC Languedoc-Roussillon, trois journées de colloque international. Ces journées seront consacrées aux problématiques de conservation et de restauration des collections anatomiques.

Destinées à l'origine à l'enseignement de l'anatomie pour les étudiants en médecine et modèles pour les artistes, ces collections s'enrichissent pour devenir des objets patrimoniaux. Il est alors nécessaire de préserver et de mettre en valeur cet important témoignage de la connaissance. Cependant, la particularité de ces collections, leur nature même, posent des questions éthiques et culturelles : comment conserver, mettre en valeur et exposer des restes humains tout en les respectant ? Quelles interventions les restaurateurs peuvent-ils réaliser et quelles techniques utiliser ? Ce colloque fera intervenir des professeurs d'université, des chercheurs, des scientifiques, des conservateurs et des restaurateurs français et étrangers qui tenteront d'apporter des réponses à ces questions.

Ces Rencontres européennes du patrimoine sont organisées par l'Inp avec le soutien de la Direction générale des patrimoines.

Jackie Estimbre, chargée de la valorisation du patrimoine, CRMH, DRAC LR

LE LABEL « MAISON DES ILLUSTRES » 2012

La deuxième campagne de labellisation a permis d'examiner cent quatre dossiers, parmi lesquels la commission nationale d'attribution a retenu 60 candidatures. Pour le Languedoc-Roussillon, 2 nouveaux lieux ont été reconnus dans le Gard, il s'agit de la Maison natale de Gaston Doumergue à Aigues-Vives et du Musée du Désert - Le Mas Soubeyran, Pierre Laporte dit Rolland à Mialet.

Gaston Doumergue (1863-1937) est élu président de la République en 1924. Il est né à Aigues-Vives et a commencé sa carrière politique à l'âge de 30 ans, comme député de Nîmes, en remplacement de son ami Emile Jamais, décédé pendant son mandat. Il devient ensuite ministre des Colonies, des Affaires Etrangères, Président du Conseil, et enfin président de la République. Toute sa vie, Gaston Doumergue a régulièrement séjourné dans sa maison natale. C'est d'ailleurs lors d'un de ses passages qu'il y décède brutalement. On peut découvrir aujourd'hui le bureau-bibliothèque et le cadre de vie de l'un des grands personnages de la III^e République.

Pierre Laporte (1680-1704), dit « Rolland », est un camisard, du nom de ces protestants cévenols qui ont mené une insurrection après la signature de l'Edit de Fontainebleau, qui révoque l'Edit de Nantes qui accordait une liberté de culte aux protestants. Rolland, avec d'autres chefs camisards, mène une guérilla dans les Cévennes contre les troupes royales, et après de longs mois de combat, trahi, il est exécuté entre Brignon et Castenau. sa maison natale de Mialet est devenue le Musée du Désert, lieu de mémoire. Elle accueille chaque année des milliers de participants à l'assemblée du Désert. On y trouve une impressionnante documentation sur Rolland bien sûr, mais plus généralement sur le protestantisme.

LE LABEL

- Lien étroit entre lieu et personnage
- Ouverture plus de 40 jours par an
- Programme culturel d'excellence adapté à tous les publics notamment en situation de handicap
- Attribué pour une durée de 5 ans

CONTACT DRAC LR

Véronique Cotteceau,
chargée de la communication
et du mécénat

Christian Jacquelin,
conseiller pour l'ethnologie



**Intérieur de la maison natale
de Gaston Doumergue.**

© Mairie d'Aigues-Vives

**Cuisine de la maison natale de
Pierre Laporte, dit Rolland.**

© Musée du Désert



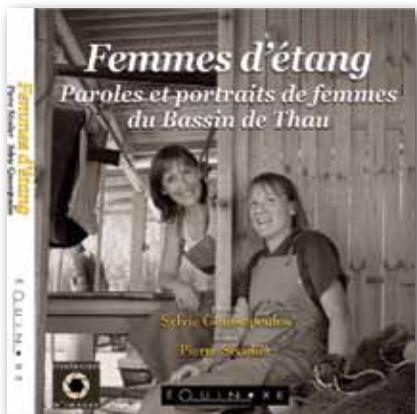
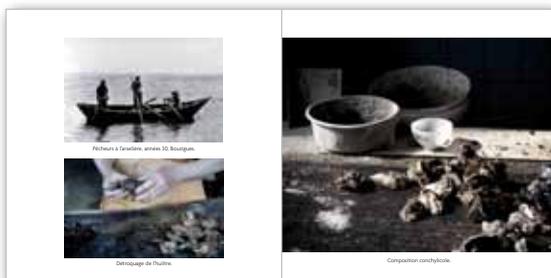
POUR EN SAVOIR PLUS
*Felice Fontana,
l'aventure des cires
anatomiques
de Florence à Montpellier*
Collection Duo, éd. DRAC LR

FEMMES D'ÉTANG

PAROLES ET PORTRAITS DE FEMMES DU BASSIN DE THAU

Sylvie Goussopoulos
Pierre Sécolier

Editions Equinoxe,
2012



*Las femnas de Bosiga
Anavan a Lopian
La banasta sus la tèsta,
Las gronlas a la man*

*Les femmes de Bouzigues allaient à Loupian,
le panier sur la tête, les chaussures à la main.*

Dans le prolongement de l'exposition réalisée sur ce thème par le Musée de l'Étang de Thau (voir *Chantiers* n° 1), le sociologue Pierre Sécolier et la photographe Sylvie Goussopoulos viennent de publier un ouvrage abondamment illustré par des portraits sensibles, évoquant le nouveau rôle des femmes sur la lagune de Thau. Trois tendances se dégagent de l'analyse sociologique : la complémentarité traditionnelle du travail hommes/femmes dans les mas conchylicoles, l'émancipation sociale marquée par l'accès à la fonction de chef d'exploitation et par la conquête d'un statut et l'apparition de nouvelles voies – de la production alimentaire à la production de services – qui confèrent à ces femmes une véritable existence sociale, juridique et symbolique.

Christian Jacquelin, conseiller pour l'ethnologie, DRAC LR



À la suite de son ouvrage « Chantiers Aversa et collections » paru en 2006, André Aversa, charpentier de marine passionné et soucieux de transmettre son métier et son savoir-faire, a publié un véritable traité de construction navale, résultat d'un travail de mémoire et de connaissances accumulées, qui relève à la fois du manuel technique et de l'autobiographie. Héritier de trois générations de charpentiers de marine sétois originaires de Gaète, dernier témoin de la transition entre les bateaux à voile latine (nacelle, barque catalane, mourre-de-pouar, bateau-bœuf) et les embarcations de pêche modernes, André Aversa retrace, dans son évolution historique, la chaîne opératoire de la construction navale, du choix des bois au lancement du bateau achevé. L'ouvrage abondamment illustré de photographies anciennes et fourmillant de renseignements précieux est accompagné de nombreux dessins techniques : relevés, plans de coupe, plans de formes, tableaux, croquis de détails... La dernière partie du livre est consacrée à l'évocation de sa retraite qu'il partage entre la fabrication de maquettes marines, la conduite d'actions pédagogiques et le suivi de restauration de bateaux dont la barque Saint-Pierre et la goélette Miguel Caldenty classées au titre des Monuments historiques.

Christian Jacquelin, conseiller pour l'ethnologie, DRAC LR

CHARPENTIER DE MARINE

UN MÉTIER, UN ART, UNE VIE

André Aversa

Sète, collection Patrimoine
maritime, 2012



André Aversa devant
ses maquettes.

© Hélène Palouzié, DRAC LR

LE GARAE- ETHNOPÔLE

UN OUTIL STRUCTURANT POUR L'ETHNOLOGIE EN LANGUEDOC-ROUSSILLON



Ethnopôle, détail de la bibliothèque.
© GARAE

Héritier du Groupe audois d'études folkloriques et de la revue *Folklore* créée en 1938, le GARAE (Groupe audois de recherche et d'animation ethnographique) a été fondé en 1982 à Carcassonne par René Nelli, ethnologue, écrivain, professeur à Toulouse et père spirituel de ceux qui en sont encore aujourd'hui les animateurs. L'idée d'un centre de documentation ethnographique se concrétisera avec l'installation de l'équipe et du fonds documentaire dans la Maison des Mémoires. Situé au cœur de la Ville Basse, c'est dans cet hôtel particulier du XVII^e que vécut de 1928 à 1950, Joë Bousquet, poète surréaliste et ami de Nelli, confiné dans sa chambre à la suite d'une blessure infligée au combat. Ce lieu qui fut un foyer intellectuel intense entre les deux guerres poursuit aujourd'hui sa destinée culturelle. Acquis par le Département de l'Aude en 1989 et réhabilité, il offre désormais, outre la visite de la chambre de Bousquet protégée au titre des Monuments historiques en tant que lieu de mémoire, des espaces de travail – bibliothèques, salles de réunions, salles d'expositions... – permettant au GARAE depuis bientôt 15 ans de développer ses activités scientifiques et culturelles et de leur donner une forte visibilité publique. Le projet a été labellisé « Ethnopôle » par la Mission du Patrimoine Ethnologique en 1996.

Le GARAE, c'est tout d'abord un centre de documentation ethnologique unique en France, hors de Paris, qui permet à un large public de consulter des collections de revues d'Europe et de la Méditerranée. A ces 1700 titres de revues, mortes et vivantes, viennent s'ajouter plus de 13000 ouvrages classés thématiquement et environ 250 rapports de recherche (dont les rapports de recherche de la Mission Ethnologique). Par ailleurs des fonds particuliers comme les archives liées à la revue « *Folklore* » ou le Fonds de la Société Centrale d'Agriculture de l'Aude (XIX^e et XX^e siècles) enrichissent cette documentation exceptionnelle.

Un premier programme de recherche « Le patrimoine de l'ethnologie » s'est greffé naturellement sur ce fonds documentaire tout en le nourrissant. Les investigations concernent les sources écrites de l'ethnologie et plus particulièrement les revues qui, du XIX^e siècle à aujourd'hui, traduisent les interrogations, les méthodes et les évolutions des recherches réalisées par les folkloristes et les ethnologues. Des productions scientifiques d'importance ont marqué ce

programme comme la base de données Archivethno et un certain nombre d'expositions avec catalogues sur le dessin ethnographique ou sur les grands moments de l'histoire de la discipline.

Un second axe de recherche, « L'ethnologie du patrimoine », s'est attaché à mettre en lumière les phénomènes de reclassement territorial induits par la mise en patrimoine de sites, monuments, traces du passé, pratiques ordinaires ou produits locaux. Ces recherches ont concerné entre autres la Cité de Carcassonne, la Chartreuse de Villeneuve-lès-Avignon, les châteaux privés, les maisons d'écrivains, les arènes de bouvine, les collectionneurs de mécaniques... Plusieurs séminaires et colloques ont marqué ce programme qui se poursuit aujourd'hui et qui a donné lieu à deux ouvrages importants : *Domestiquer l'histoire*, Ed. MSH, 2000 et *Les monuments sont habités*, Ed. MSH, 2010.

Mais c'est surtout avec l'axe « Ethnologie des territoires » que l'Ethnopôle s'avère un outil très efficace pour structurer l'ethnologie en région. Le conseiller à l'ethnologie, confronté à des demandes culturelles multiples autour du patrimoine et des mémoires, s'appuie sur les capacités d'intervention de la structure pour traduire cette « demande sociale » en opérations de recherche et de valorisation. Ce temps d'analyse de la demande, relevant d'une sorte de maïeutique patrimoniale et sa traduction en termes de procès ethnologique sont primordiaux. Ainsi, qu'il s'agisse des parcs naturels régionaux ou des demandes de collectivités, le GARAE-Ethnopôle a-t-il pu décliner ses compétences à tous les niveaux de la chaîne patrimoniale, de la recherche à la valorisation, notamment en matière de publication, de co-édition ou d'exposition.

La spécificité et l'intérêt de l'ethnologie patrimoniale suscitée par le ministère de la Culture et de la Communication résident dans la rencontre entre une discipline scientifique et l'action culturelle. L'ethnopôle par sa faculté d'adaptation aux demandes du terrain, sa capacité d'expertise et par le champ de compétences qu'il a su développer, de la recherche à la valorisation, s'avère un outil efficace tant sur le plan culturel que scientifique.

Christian Jacquelin, conseiller pour l'ethnologie, DRAC LR



Séminaire Ethnopôle.
© GARAE

EDITION 2012 DES PORTES DU TEMPS EN LANGUEDOC-ROUSSILLON

Opération nationale lancée en 2005 par le ministère de la Culture et de la Communication, les Portes du Temps proposent au jeune public (enfants et adolescents) et aux familles issus de zones prioritaires, urbaines comme rurales, une offre culturelle d'excellence. Le pilotage en est assuré par le département de la politique des publics soutenu par la Direction générale des patrimoines auxquels sont associés de nombreux partenaires. En Languedoc-Roussillon, les Portes du Temps forment un réseau régional qui jusqu'à l'an dernier s'étendait et s'articulait autour de quatre sites : le canal du Midi, la forteresse de Salses dans les Pyrénées-Orientales, le Domaine d'Espéran à Saint-Gilles et le château de Portes dans le Gard. Cette année, le projet des Foyers Ruraux de l'Hérault sur les Causses et Mégalithes renvoie à un nouveau territoire, le Lodévois-Larzac ; la Fédération des Œuvres Laïques de Lozère et Le Pays d'art et d'histoire Mende et Lot en Gévaudan investissent, quant à eux, le site antique de Lanuéjols. Egalement, sur le site du lac de Saint-Ferréol, enfants et jeunes de trois communautés d'agglomérations découvriront de nouveaux lieux patrimoniaux et d'autres projets artistiques.

Ainsi, l'aventure des Portes du Temps s'étend à l'ensemble de la région Languedoc-Roussillon et, pour la première fois, sera associée à l'exploration du patrimoine alimentaire devenant désormais un vecteur de sensibilisation des jeunes à la qualité et à la diversité alimentaire.

Jean-Pierre Besombes-Vailhé, conseiller pour l'action culturelle, coordonnateur du pôle politique des publics, DRAC LR
Jackie Estimbre, chargée de la valorisation du patrimoine, CRMH, DRAC LR



Forteresse de Salses (Pyrénées-Orientales), ateliers « Moulin d'images ». © Olivier Moulai, 36 vues



URBISCOPIE : UN PROJET ET UN RÉSEAU EN CONSTRUCTION



Le projet « Urbiscopie » a vu le jour dans le cadre de la politique menée par la Direction régionale des affaires culturelles du Languedoc-Roussillon en matière de valorisation et de diffusion de la culture architecturale.

La finalité de ce projet est d'associer les structures et les professionnels de l'architecture et de l'urbanisme avec les acteurs culturels et artistiques intervenant en lien avec ces problématiques. Dans cette dynamique, il s'agit d'élaborer une méthodologie et de mettre en place des actions de sensibilisation des populations à leur cadre de vie, par le biais d'expériences artistiques.

Par ailleurs, la volonté de constituer un réseau régional d'intervenants et un maillage d'expériences est un axe fort de cette initiative, qui s'inscrit aussi dans la transmission et la démocratisation des savoirs autour de l'architecture du quotidien.

Urbiscopie vise à rendre lisible les conditions d'accès à notre cadre de vie, à donner les clés de compréhension et d'analyse du contexte architectural, urbanistique et paysager, dans lequel les citoyens vivent, habitent et évoluent.

Ces clés passent aussi par le média artistique et plus encore par l'expérience artistique des lieux, au moyen d'ateliers et de supports d'expression comme le film, la photo, le théâtre, etc.

Jean-Pierre Besombes-Vailhé, conseiller pour l'action culturelle et coordonnateur du pôle politique des publics, DRAC LR.
Annick Villalba, chargée de mission, pôle architecture et patrimoines, DRAC LR

Projection/débat à Pignan (Hérault).

© association les ziconophages

SOUVENIRS CACHÉS DE LA FIN

DANS LE CLOCHER NORD

François de La Rovère, évêque de Mende et neveu du Pape Jules II, fit construire de 1508 à 1512 le clocher nord de la cathédrale, célèbre pour avoir abrité une cloche d'un poids considérable, la Non-Pareille, détruite par le Capitaine Merle lors des guerres de Religion.

A l'heure où l'on fête le 500^e anniversaire de la construction de ce clocher, une partie méconnue de son histoire nous est révélée grâce à la redécouverte de meubles oubliés conservés au premier étage. Il s'agit d'un ensemble de deux étagères à l'origine munies de portes à deux vantaux panneautés, dont seul un vantail subsiste aujourd'hui. Le tout est réalisé en bois de pin.

Les cinq panneaux qui occupent le vantail, à motif de rectangles cantonnés de demi-cercles en alternance avec des rectangles aux angles évidés en quart de cercle, datent ce mobilier de la fin du XVII^e ou du début du XVIII^e siècle. Chaque porte fermait une succession de cinq étagères ou compartiments, correspondant aux panneaux des portes.

S'agissait-il de meubles d'archives réservés aux chanoines ? La destination de tels meubles pour le rangement d'archives ou documents courants semble assez évidente. C'est en tous les cas celle qui est attestée par les différentes étiquettes que l'on voit encore collées sur les traverses hautes de ces armoires et sur les faces des étagères. Des étiquettes en chiffres romains occupent les panneaux de la porte ; celles des étagères et traverses hautes révèlent un usage qui correspond à la fin de l'époque révolutionnaire.

Sur la première armoire autrefois fermée de portes, figure en haut l'étiquette suivante : « Vente des biens Nationaux/des émigrés, condamnés et reclus ». Deux étagères ont conservé des étiquettes lisibles avec la mention « Liste des émigrés et des condamnés » et « Pensions ecclésiastiques ».

La seconde armoire porte l'étiquette sommitale « Conseils généraux et d'arrondissements » et les subdivisions sur les étagères « Conseil général », « Collèges électoraux », « Conseils d'arrondissements », « Statistique ».

Nous nous trouvons en présence d'un bureau de l'administration d'Etat de la fin de l'époque révolutionnaire, au tout début de l'instauration des préfectures dont celle de Mende avait été installée à quelques pas du clocher, dans l'ancien palais épiscopal.

DE L'ÉPOQUE RÉVOLUTIONNAIRE

DE LA CATHÉDRALE DE MENDE



Armoire d'époque révolutionnaire.

© Cécile Vanlierde, Conseil Général de la Lozère

Détail de l'armoire.© Cécile Vanlierde,
Conseil Général de la Lozère

L'armoire relative aux Biens Nationaux des émigrés, condamnés et reclus, rappelle la réalité que connurent ceux qui choisirent ou furent contraints de quitter la France révolutionnaire. Le décret du 8 avril 1792 stipulait que leurs biens étaient mis sous séquestre et confisqués au profit de la Nation. Le décret du 23 octobre 1792 bannissait à perpétuité les émigrés et les condamnait à mort en cas de retour en France.

Les condamnés à mort par les tribunaux révolutionnaires voyaient également leurs biens « acquis à la République » par le décret du 10 mars 1793. Le terme « reclus » désigne enfin les ecclésiastiques emprisonnés, qui n'avaient pas prêté le serment à la Constitution Civile du Clergé et n'avaient pas quitté le territoire national : leurs biens connaissaient le même sort.

L'administration du département conservait les papiers trouvés chez les émigrés et condamnés au Bureau des inventaires et vente des biens des émigrés, chargé d'organiser le séquestre puis la vente des meubles et immeubles saisis.

C'est donc sans doute dans le clocher de la cathédrale que les fonctionnaires chargés de cette lourde tâche travaillaient.

Le Sénatus Consulte promulgué par Bonaparte le 25 avril 1802 accorda une amnistie générale aux émigrés qui souhaitaient rentrer en France, ainsi que la restitution de leurs biens non vendus, hors ceux affectés au service public. La question des biens des émigrés ne fut cependant pas pour autant résolue, certains n'étant rentrés qu'avec les Bourbons en 1814, et la question du dédommagement des biens séquestrés n'ayant pas été administrativement réglée avant la loi dite du Milliard en 1825.

L'étiquette « Pensions ecclésiastiques » rappelle qu'en vertu de la Constitution Civile du Clergé, votée par l'Assemblée Constituante le 12 juillet 1790, les évêques et les curés étaient élus et recevaient un traitement par l'Etat en compensation de la nationalisation des biens du clergé. Ces pensions furent servies à ceux qui avaient, malgré la condamnation de la Constitution par le Pape Pie VI (1791), accepté de prêter serment.

La seconde armoire permet de préciser la datation de ces étiquettes et l'usage administratif du local.

L'inscription mentionne les conseils généraux et d'arrondissements : ces institutions furent créées avec les préfetures par la loi du 28 pluviôse an VIII (17 février 1800). Le conseil général, alors sous l'autorité des préfets, est l'ancêtre de la collectivité territoriale du même nom instaurée par les lois de décentralisation en 1982. Les membres du conseil général étaient nommés par le Premier Consul et élaient leur président.

La même loi instaurait des conseils d'arrondissements nommés également par le pouvoir central. Une des tâches confiées à ces conseils était de répondre aux enquêtes destinées à l'élaboration de statistiques pour renseigner le pouvoir central. Ces questionnaires, envoyés dès 1796 aux représentants locaux du pouvoir, furent méthodiquement organisés par le lozérien Jean-Antoine Chaptal (1756-1832), ministre de l'Intérieur de 1800 à 1804. Sa circulaire du 25 ventôse an IX chargeait les conseils d'arrondissements de fournir la matière nécessaire à l'élaboration des statistiques.

L'étiquette « Statistique » figure donc en bonne logique sous celle du « Conseil d'arrondissements ». Dans une étude très documentée, Jean-Claude Perrot* dresse un bilan contrasté selon les départements de ces enquêtes composées de plusieurs chapitres destinées au ministère. Il note que « la Lozère expédie ses deux premiers chapitres en février 1807, le troisième en septembre, le quatrième en 1812, et le cinquième et dernier ne viendra semble-t-il jamais. »

Faut-il croire que la paisible atmosphère du clocher incitait à un certain relâchement ? C'est en tout cas dans cet espace que fut gérée une partie des affaires publiques du département de la Lozère au tournant du XIX^e siècle, avant que la signature du Concordat ne rende la cathédrale à sa destination première et que les placards des biens des condamnés et des pensions ecclésiastiques ne servent à ranger divers chandeliers.

Laurent Hugues, conservateur en chef du patrimoine, CRMH, DRAC LR

**Détails de l'armoire.**© Cécile Vanlierde,
Conseil Général de la Lozère* « La statistique régionale », in *Annales Historiques de la Révolution Française*, 1976, vol 224, p. 249

LES PATRIMOINES CACHÉS DE L'UNIVERSITÉ PAUL VALÉRY

A l'occasion des Journées européennes du Patrimoine des 15 et 16 septembre 2012, l'Université Paul Valéry Montpellier 3 souhaite montrer et faire partager un patrimoine architectural et artistique largement inconnu du public :

- Le patrimoine bâti récemment labellisé « Patrimoine du XX^e siècle » : ce campus est parmi les créations universitaires les plus importantes des années 60, projet de l'architecte marseillais René Egger et des architectes montpelliérains Jean-Claude Deshons et Philippe Jaulmes. Ce patrimoine donne à découvrir des œuvres d'art, comme la grille du portail d'entrée de Victor Vasarely ou le mur dit « cyclopéen » d'Albert Dupin, savante intégration de la sculpture à l'architecture des bâtiments d'art et d'archéologie abritant le musée des moulages.

- Le musée des moulages et les collections universitaires constituées depuis la fin du XIX^e siècle en rapport avec l'enseignement de l'Archéologie et de l'Histoire de l'art : la collection de moulages à fort pouvoir symbolique qui illustre l'histoire de la sculpture antique et médiévale, classée au titre des Monuments historiques en 2009, auxquels s'associent fonds photographiques et d'ouvrages anciens (en partenariat avec la bibliothèque Charles Dugas) et objets originaux antiques (égyptiens, grecs et romains). Ce musée universitaire, créé en 1890 sous l'initiative de Ferdinand Castets, doyen de la Faculté des Lettres, et grâce au soutien financier du Ministère de l'Instruction Publique et de la Ville de Montpellier, fut d'abord installé dans le Palais de l'Université. Il a été transféré à partir de 1965 sur le campus de l'Université Paul Valéry, où lui est réservée une place centrale.

Aujourd'hui fermé au public, le musée des moulages est en chantier pour mener à bien un vaste projet de rénovation comprenant la réhabilitation du bâtiment, la restauration des moulages actuellement en caisses, le traitement de l'ensemble des collections et l'élaboration d'un nouveau projet scientifique et culturel. Il accueillera spécifiquement pour ces Journées européennes du Patrimoine une exposition temporaire destinée à montrer un échantillon de ces différentes collections, certaines rarement exposées. L'exposition proposée (qui restera ouverte jusqu'à Noël) permettra de montrer, dans un musée encore en chantier, un aperçu des statues conservées à l'intérieur de coffrages en bois et d'exposer des objets originaux antiques et des photographies des fonds du musée. Il s'agira d'expliquer la spécificité d'un musée universitaire et son rapport avec l'enseignement de l'Archéologie et de l'Histoire de l'Art antique et médiéval, à travers un parcours qui commence à la fin du XIX^e siècle jusqu'à la rénovation et la mise en valeur actuelles de ce riche patrimoine.

Rosa Plana-Mallart
Professeur Art et Archéologie classique
Conservatrice du Musée des Moulages



POUR EN SAVOIR PLUS
*Le campus de la faculté des
Lettres et Sciences à
Montpellier*
Collection Duo, éd. DRAC LR



Musée des moulages en chantier : coffrage des moulages

© Université Paul Valéry Montpellier 3

LA GROTTTE CHABOT, DOYENNE DES GROTTES ORNÉES PRÉHISTORIQUES



C'est au fond des Gorges de l'Ardèche, blottie au pied d'une immense falaise calcaire, que s'ouvre la grotte Chabot. Mais ne nous méprenons pas, nous sommes bien en Languedoc-Roussillon, car environ un tiers de la réserve naturelle nationale des Gorges de l'Ardèche se trouve dans le département du Gard.

L'histoire de cette cavité est quelque peu singulière. Connue à toutes les époques, ce couloir souterrain d'une vingtaine de mètres de long a été aménagé en bergerie au XIX^e siècle. C'est Léopold Chiron, alors instituteur à Saint-Just-d'Ardèche et passionné par le passé préhistorique des Gorges de l'Ardèche, qui réalisa en 1878 les premières fouilles archéologiques connues. Le plus extraordinaire est qu'il notera sur son carnet de terrain la présence de profondes gravures sur les parois, oeuvres qu'il associa alors aux vestiges découverts dans le

Salle d'entrée de la grotte Chabot. Les gravures préhistoriques se limitent aux espaces éclairés par la lumière du jour, sur les deux parois et à la voûte.

© Philippe Galant, MCC/DRAC LR/SRA

sol de la grotte. Plusieurs chercheurs répercuteront ces observations tout à fait originales pour l'époque. Il faudra néanmoins attendre la fin des années 1890 et la reconnaissance de l'existence de l'art pariétal préhistorique pour que les plus grands préhistoriens de l'époque conviennent unanimement que la grotte Chabot constituait la doyenne des grottes ornées préhistoriques, celle où furent observées les toutes premières manifestations artistiques de l'histoire de l'homme.

Les ornements présents dans la cavité sont uniquement constituées par des gravures. Elles nous sont parvenues dans un état de conservation tout à fait exceptionnel, grâce à l'excavation naturellement comblée

de sable après la période de réalisation. Ces sédiments ont été extraits de la grotte lors de son aménagement en bergerie.

Les gravures ornent les deux parois latérales et le plafond de la galerie sur une longueur de sept mètres, jusqu'à la limite de la lumière naturelle. Les principales figures identifiées représentent pour l'essentiel des mamouths, mais également des chevaux ainsi qu'un renne couché. La paroi de gauche est couverte par une frise de quatre mètres de long sur laquelle se superposent plusieurs centaines de traits gravés, profonds et larges de plus de 5 mm, réalisés avec des outils de silex sur un calcaire extrêmement dur. Des milliers d'heures d'un travail répétitif et laborieux ont été nécessaires pour creuser ces profonds sillons. Aujourd'hui, avec la patine des traces due à l'action du temps, il est difficile d'identifier toutes les figurations. On peut lire plusieurs profils très caractéristiques de mamouths où les courbes signalent les moindres détails de la silhouette de ces géants des steppes qui occupaient, il y a plus de 20 000 ans, les plateaux du Gard et de l'Ardèche. La toison des animaux est également figurée par des dizaines de traits qui se limitent à la courbure dorsale. Plusieurs figures géométriques sont également associées aux animaux. Au plafond, une magnifique silhouette de mamouth est dessinée par un trait gravé qui

suit une limite naturelle de la roche, témoignant ainsi d'une observation et d'une utilisation quasi parfaite du support rocheux. Sur la paroi de gauche, deux autres mamouths s'opposent dos à dos, probable message aujourd'hui inexplicable. Vers le fond, cinq silhouettes de chevaux se superposent, muettes dans le mystère de leur signification.

La grotte Chabot a été classée au titre des Monuments historiques le 5 février 1903. Elle est aujourd'hui propriété de l'État mais n'est pas ouverte au public en raison de son éloignement. Il faut, en effet, plus d'une heure de marche pour la rejoindre. Même si ce patrimoine demeure caché, il contribue à la riche histoire de l'art de notre société. Parmi les grottes ornées préhistoriques, la grotte Chabot trouve tout à fait sa place parmi les sites les plus remarquables comme Lascaux ou Chauvet.

Philippe Galant, technicien de recherche, SRA, DRAC LR

Parmi les centaines de traits qui se chevauchent sur la « grande frise », une silhouette de mamouth se démarque.

© Philippe Galant, MCC/DRAC LR/SRA

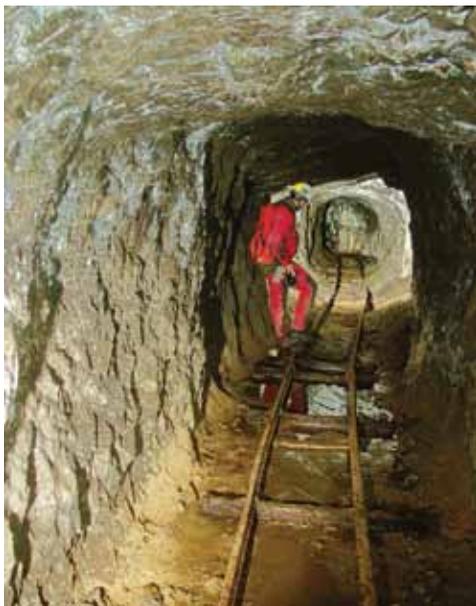
Sur la paroi qui fait face à la « grande frise », une autre silhouette de mamouth est étrangement isolée.

© Philippe Galant, MCC/DRAC LR/SRA



LES MINES TÉMOIGNAGES DU GÉNIE DE L'HOMME

Lorsqu'on parle de mines, Germinal et les corons surgissent dans l'esprit de tous. Pourtant, qui sait que le Languedoc-Roussillon constitue la troisième région minière de France ? Il est vrai que l'ampleur des travaux réalisés est beaucoup moins importante que celle du Nord ou de la Lorraine. Mais, avec 278 concessions accordées depuis la naissance du Code Minier en 1810, les provinces des Cévennes, de la Montagne Noire, des Corbières, des Pyrénées et de la vallée du Rhône ont livré de très nombreuses exploitations minières liées à l'extraction de la houille, du plomb, du cuivre, du zinc, du fer, de l'or, de la bauxite, du pétrole, ou encore du sel de sodium, autant de richesses naturelles qui ont contribué au développement économique de notre région.



Galerie encore équipée d'une voie « Decauville » sur laquelle circulaient les wagonnets qui servaient au transport des minerais.

© Jean-Michel Pene, MCC/DRAC LR/SRA

L'histoire de la terre est longue et complexe. Depuis leur création, les formations géologiques ont subi de nombreuses contraintes alors que des climats très variés altéraient la surface du globe. Au travers de ces millions d'années, les roches se sont modifiées, voire pour certaines totalement transformées. D'autres, dissoutes, ont subi des changements physico-chimiques, puis se sont concentrées dans des failles et fissures. La puissante chaleur intérieure du globe

terrestre s'est diffusée à sa surface par le volcanisme et le thermalisme. Ces transferts d'énergie ont contribué à la métamorphose des roches. En surface, la végétation se développait sous différents climats, se retrouvant parfois piégée dans des lacs ou marais, eux-mêmes engloutis sous des formations rocheuses plus récentes. De toutes ces modifications sont nées de nouvelles matières, irrégulièrement réparties sur la planète à la faveur de la complexité de l'histoire géologique, de véritables richesses naturelles.

« Montage » qui permettait de travailler les parties hautes du filon et qui est encore conservé 200 ans après grâce à la qualité des bois et au travail du charpentier.

© Jean-Michel Pene, MCC/DRAC LR/SRA



Depuis plus d'un siècle ces wagonnets terminent leur vie dans la mine où ils servaient pour le transport des minerais et des stériles.

© Philippe Galant, MCC/DRAC LR/SRA

Depuis toujours, l'homme a puisé dans son environnement les ressources indispensables à sa vie. Dès la Préhistoire, la sélection des matériaux nécessaires à la fabrication des premiers outils s'est opérée en fonction des qualités mécaniques des roches. Pour les métaux, en Europe occidentale, c'est le cuivre qui sera le premier à être utilisé au cours du IV^e millénaire avant notre ère. Les minerais étaient extraits du sol et traités par des procédés métallurgiques empiriques pour obtenir le métal destiné à la fabrication d'objets de parure, d'armes et d'outils. Au début du II^e millénaire avant notre ère, la découverte de l'étain, mélangé au cuivre, donnera le bronze, premier métal « dur » avec de nombreuses fonctions usuelles. L'or sera

destiné aux objets de parure. Le fer apparaît à partir du I^{er} millénaire avant notre ère. Au cours de l'histoire, ces différents métaux verront leurs utilisations se généraliser. Les sites d'exploitations vont se multiplier, les techniques métallurgiques se perfectionner. A partir de l'époque médiévale, l'exploitation des métaux constitue une véritable technicité et les premiers règlements connus qui encadrent cette pratique apparaissent dès le XIII^e siècle. C'est incontestablement la période moderne, avec dès le XVII^e siècle l'utilisation de la poudre, qui va voir se développer les exploitations industrielles. En 1810, la mise en place du Code Minier réglemente l'essor des exploitations minières qui, à partir du XIX^e siècle, accompagne la révolution industrielle, avant leur déclin dans la deuxième moitié du XX^e siècle.

Cette histoire industrielle est largement représentée en Languedoc-Roussillon. Des centaines de mines, mais également des établissements métallurgiques, retracent ce passé depuis le quatrième millénaire avant notre ère. Malheureusement ces sites demeurent cachés car difficiles d'accès et souvent dangereux. Ils n'en demeurent pas moins le témoignage du génie de l'homme, capable de transformer la roche en objets du quotidien qui nous sont devenus si indispensables.

Philippe Galant, technicien de recherche, SRA, DRAC LR

REDÉCOUVERTE DE L'ARMOIRE AUX RELIQUAIRES

DU RETABLE DES SAINTES-EULALIE-ET-JULIE, CATHÉDRALE DE PERPIGNAN

Devenue cathédrale en 1602 à la suite du transfert de résidence de l'évêque d'Elne, l'église Saint-Jean-Baptiste de Perpignan accueille les reliques des saintes Eulalie et Julie, patronnes du diocèse.

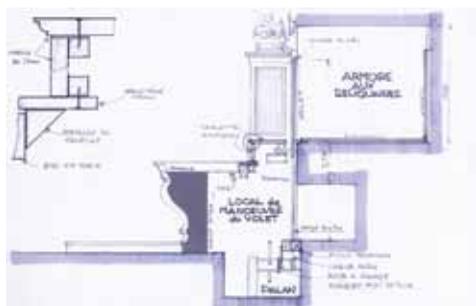
Les chanoines commandèrent en 1675 un somptueux retable au sculpteur carcassonnais Jean-Jacques Mélaïr. Les reliques des saintes, jusqu'alors conservées dans la sacristie de la chapelle du Dévot-Christ, furent solennellement transférées le 24 juillet 1678 dans un espace (ou armoire) aménagé derrière le retable, en son milieu. Les bustes-reliquaires en bois peint et doré des deux saintes, que leur style antiquisant permet d'attribuer au même Mélaïr, étaient conservés, mais leur ancienne armoire semblait avoir disparu.

En 1854, des travaux réalisés par l'architecte César Dorgart avaient en effet modifié l'autel de marbre, en le surmontant de trois imposants gradins. La table d'autel en Carrare et son inscription commémorant sa consécration le 27 janvier 1685 par Mgr de Monmort se trouvaient à moitié occultées. Ces gradins avaient aussi condamné l'accès au panneau arrière du retable situé entre les piédestaux des colonnes torses. La dépose des gradins décidée en 2011 a permis d'accéder au panneau qui s'est avéré amovible grâce à un système de palan et poulies découvert à l'arrière de l'autel sous une niche de briques, condamnée en 1854.



Buste reliquaire
de Sainte-Eulalie.

© Laurent Hugues, CRMH, DRAC LR



Coupe sur autel Saintes-Eulalie-et-Julie.

© Hervé Tucci, CRMH, DRAC LR

Le panneau démonté, l'armoire des reliques des saintes est apparue, entièrement lambrisée d'épaisses planches peintes en rouge. Le sol était pavé de petits carreaux dont ne subsistent que les formes de pose. Quatre rails de bois insérés dans le sol devaient servir à faire mouvoir les reliquaires.

Le décor du panneau mobile, à panneaux or rechapés de bleu, a remplacé sans doute après la révolution un revêtement métallique dont des vestiges en laiton subsistent.

L'armoire va retrouver, en accord avec le clergé, sa fonction de conservation et présentation des reliquaires des saintes, grâce au projet de restauration complet de l'autel et la remise en fonction du panneau coulissant dessiné par Hervé Tucci, technicien des Bâtiments de France.

Laurent Hugues, conservateur en chef du patrimoine, CRMH, DRAC LR

LES PAVILLONS DE JARDINS DE MENDE

Si il est à Mende un petit patrimoine vernaculaire bien caché au fond des jardins maraîchers et potagers qui ont caractérisé entre autres tout le quartier alluvionnaire du Pré-Vival du XIX^e siècle au début du XX^e siècle, c'est bien celui que représentent les pavillons de jardins, localement appelés « gabions ».



Pavillons Pré-Vival, Mende.

© Raymond Pauget, STAP 48

Ces petits bâtiments, de plain-pied ou quelquefois de deux niveaux, présentent une très faible empreinte au sol. Principalement de plan carré, couverts par un toit en lauze, en bâtière ou à quatre pans égaux, ils permettaient aux jardiniers de ranger leurs outils tout en offrant une étroite pièce habitable à l'étage.

La plupart d'entre eux est bâtie en pierres calcaires mais quelques-uns, composés de deux niveaux, présentent parfois en étage une ossature bois recouverte d'un mince enduit à la chaux.

Très abandonné tout au long du XX^e siècle, ce petit patrimoine a fait l'objet d'un recensement en tant qu'immeubles intéressants ou remarquables par la ZPPAUP de Mende approuvée en octobre 2000. Il aura fallu cependant attendre la deuxième décennie pour que les premiers travaux de restauration importants soient entrepris pour certains.



La communauté de communes « Cœur de Lozère » vient de montrer l'exemple sur l'un des plus beaux de ces pavillons situé en bord du Lot, à Ramilles (dans un secteur piétonnier touristique en cours d'aménagement). Réfection de la charpente et de la couverture en lauzes de schiste, rejointoiement, remplacement des menuiseries, ferronnerie, mise en valeur des abords, permettent au public de redécouvrir enfin ce petit bâti traditionnel.

D'autres opérations menées par des propriétaires privés, soutenues techniquement par le STAP et financièrement par la communauté de communes et la Fondation du Patrimoine sont en cours au Pré-Vival.

Au-delà de ces parcelles, l'enjeu patrimonial concerne également tout un environnement de jardins bien entretenus et de murs de clôtures en pierre, mémoire d'un passé toujours vivant et structurant le paysage urbain entre centre-ville et Lot.

Raymond Pauget
Adjoint du chef du STAP de la Lozère

Pavillon Ramilles, Mende.

© Raymond Pauget, STAP 48

PLAFONDS CACHÉS DU CHÂTEAU DE MALVES-EN-MINERVOIS

À la suite de la restauration du cabinet situé sous les toits du château, orné de peintures murales sur le thème de la guerre de Troie et d'un plafond peint à motifs floraux, la commune a confié à Anne Rigaud, restauratrice, des sondages en recherches de décors au premier étage.

Une cheminée en bois sculpté du XVII^e siècle existait dans une vaste pièce mais les plafonds plâtrés dataient d'aménagements du XVIII^e siècle, repeints à plusieurs reprises ainsi que les murs.

Les ouvertures pratiquées dans les plafonds ont permis de retrouver les plafonds originaux à poutres et solives entièrement peintes



de motifs aux tons très vifs dans le grand salon d'angle et la pièce contiguë, bien conservés car masqués très tôt par des faux-plafonds.

Ces décors réalisés pour la famille de Bellisen, propriétaire de la seigneurie de Malves à qui l'on doit l'agrandissement du château au milieu du XVI^e siècle, sont datables de la première moitié du XVII^e siècle. Le plus simple est composé de motifs continus de tiges fleuries de tulipes, œillets et rosacées qui ornent les chevrons et les entrevous. Le plus riche, situé dans le grand salon d'angle, est orné sur les faces verticales des poutres, de frises peintes associant personnages et décors floraux caractéristiques de l'art des grotesques. Cet art, redécouvert à Rome à la fin du XV^e siècle lors de la fouille de la célèbre Domus Aurea de l'Empereur Néron, fut pratiqué par les plus grands artistes du temps, Raphaël, Jules Romain, et répandu notamment en France par les recueils de gravures réalisées d'après ces maîtres par Jacques Androuet du Cerceau (1566).

On retrouve à Malves ces enroulements de feuillages, de fleurs, qui donnent naissance aux figures fantastiques humaines ou animales.

Deux personnages aperçus semblent empruntés à la *Commedia dell'Arte*, l'un masqué et vêtu d'un ample manteau rayé, l'autre portant un vêtement blanc à hauts de chausses et large fraise.

L'opposition entre costume bariolé et monochrome est caractéristique de ces

Le Pierrot supposé.

© Anne Rigaud



personnages de la comédie italienne introduite par les Valois en France dès 1576 et rapidement populaire.

Le second pourrait être Pedrolino francisé vers 1660 sous le nom de Pierrot.

Des travaux de dégagement et conservation de ces plafonds sont programmés par la commune avec l'aide de la Direction régionale des affaires culturelles dans les prochains mois.

Laurent Hugues, Conservateur en chef du patrimoine, CRMH, DRAC LR

Deux personnages de la *Commedia dell'Arte*.

© Anne Rigaud

**Publication de la Direction régionale
des affaires culturelles du Languedoc-Roussillon**

Pôle architecture et patrimoines

5, rue de la Salle l'Evêque

CS 49020

34 967 Montpellier Cedex 2

Tél. 04 67 02 32 00 / Fax 04 67 02 32 04

Directeur de la publication

Didier Deschamps

Directeur régional des affaires culturelles

Coordination éditoriale

Annick Villalba

Chargée de mission pôle architecture et patrimoines

Comité de rédaction

Jean-Pierre Besombes-Vailhé

Conseiller et coordonnateur du pôle politique des publics

Delphine Christophe

Conservateur régional des monuments historiques

Coordonnateur du pôle architecture et patrimoines

Jackie Estimbre

Chargée de la valorisation du patrimoine, CRMH

Christian Jacquelin

Conseiller pour l'ethnologie

Henri Marchesi

Conservateur régional de l'archéologie

Annick Villalba

Chargée de mission pôle architecture et patrimoines

Diffusion

Sylvie Philippo

Conception graphique et réalisation

Charlotte Devanz